



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 10ème législature

### Taux

Question écrite n° 46829

#### Texte de la question

M. Marcel Roques attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le problème de la TVA en restauration qui est actuellement de 20,6 %. L'application du taux normal à ce secteur résulte non seulement du code général des impôts mais également des dispositions de la directive communautaire du 19 octobre 1992. Toutefois, aux termes du nouveau programme de travail de la commission européenne, le champ d'application des taux réduits devrait être réexaminé d'ici à la fin 1997. Ainsi un grand nombre de restaurateurs demande-t-il au Gouvernement d'entreprendre toutes les démarches utiles tant sur le plan communautaire que national pour que les prestations de restauration puissent à l'avenir bénéficier du taux réduit de TVA. Ce taux de TVA élevé pénalise la compétitivité de la restauration française non seulement sur le plan interne mais aussi sur le plan communautaire et international. Il convient d'ailleurs de souligner que nos voisins Espagnols, Grecs, Italiens et Irlandais, qui sont les destinations touristiques concurrentes de la France, appliquent en vertu de différentes dérogations communautaires un taux réduit à la restauration. La perte de recettes fiscales qui résulterait d'une telle mesure pourrait être compensée par l'augmentation des recettes fiscales résultant du redéveloppement de l'activité restauration. Par conséquent, il lui demande lors des prochaines discussions devant la commission européenne de bien vouloir plaider en faveur d'un taux réduit pour la restauration française.

#### Texte de la réponse

La directive no 92-77 du 19 octobre 1992, modifiant la sixième directive TVA, ne permet pas d'appliquer un taux de TVA autre que le taux normal aux ventes à consommer sur place. Le fait que la restauration ne figure pas sur la liste des biens et services pouvant bénéficier du taux réduit ne résulte pas d'une demande du gouvernement français, mais traduit la volonté des États membres de réserver l'application de ce taux aux produits de première nécessité ainsi qu'aux biens et services répondant à un objectif de politique sociale ou culturelle. Seuls les États membres qui, au 1er janvier 1991, appliquaient à la restauration un taux réduit, ont été autorisés à le maintenir à titre transitoire. En revanche, les pays qui, comme la France, appliquaient à cette date le taux normal de la TVA ne peuvent pas appliquer un taux réduit. Cela étant, il est rappelé que l'Allemagne, la Belgique, la Finlande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suède appliquent aux opérations de vente à consommer sur place des taux de TVA compris entre 15 et 25 %. Il n'y a donc pas d'exception française dans ce domaine. En outre, une modification de la directive ne peut s'effectuer qu'à l'initiative de la Commission et requiert, s'agissant de la fiscalité, l'unanimité des États membres. Par ailleurs, l'application du taux réduit présenterait un coût budgétaire supérieur à 20 milliards de francs par an qui n'est pas compatible avec les efforts entrepris pour réduire les déficits publics. Cela étant, le Gouvernement est très attentif à la situation du secteur de la restauration dont la place dans la vie économique de notre pays et l'importance pour l'emploi sont reconnues. Il ne méconnaît pas que l'application dans ce secteur de taux de TVA différents est susceptible d'induire des distorsions de concurrence. C'est pourquoi le Premier ministre a confié au ministre de l'économie et des finances, en liaison avec le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme et le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat le soin d'organiser, dans le prolongement du rapport élaboré l'été dernier par M. Salustro, une table ronde associant les professionnels et les départements

ministériels concernés, consacrée notamment aux règles de TVA applicables dans le secteur de la restauration. La réflexion méritera également d'être approfondie sur d'autres aspects, tels que les conditions d'accès aux cantines d'entreprises.

## Données clés

**Auteur :** [M. Roques Marcel](#)

**Circonscription :** - UDF

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 46829

**Rubrique :** Tva

**Ministère interrogé :** économie et finances

**Ministère attributaire :** économie et finances

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 30 décembre 1996, page 6813

**Réponse publiée le :** 17 mars 1997, page 1369